

COMUE Lyon Saint-Etienne

-

Pôle Stratégie Immobilière, Développement et Vie des Campus

92 rue Pasteur

CS 30122

69361 Lyon Cedex 07

Tél: 04 37 37 26 70



**ACCORD-CADRE DE MAITRISE D'ŒUVRE
PROJET DE REUTILISATION DE L'ANCIENNE CHAUFFERIE DE LA DOUA**

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC) – PHASE
CANDIDATURE**

**Date et heure limites de réception des candidatures :
[18/03/2026] à 12h**

**Les date et heure limites de réception des offres seront précisées dans l'invitation à
soumissionner notifiée aux entreprises admises à présenter une offre**

**Une visite OBLIGATOIRE sur site sera organisée avec les candidats sélectionnés admis à présenter
une offre, dont la date sera fixée dans l'invitation à soumissionner (envisagée au cours de la
dernière semaine d'avril 2026)**

HORAIRES D'OUVERTURE DE L'ACCUEIL DE LA COMUE LYON SAINT-ETIENNE:

DU LUNDI AU MARDI : 8H00-18H30 – DU MERCREDI AU JEUDI : 8H00-17H30 - VENDREDI : 8H00-17H00

SOMMAIRE

Article 1 : Objet, étendue et conditions de la consultation.....	3
1.1 - Objet de la consultation	3
1.2 - Etendue de la consultation	3
1.3 Forme de l'accord-cadre	3
1.4 Durée de l'accord-cadre – Délais d'exécution	4
1.5 - Variantes	4
1.6 – Délai de validité des offres.....	4
1.7 Déroulement de la procédure	4
 Article 2 : Présentation de la « phase candidature »	 5
2.1 Conditions de participation des candidats	5
2.1.1 Forme juridique	5
2.1.2 Compétences attendues des candidats.....	5
2.1.3 – Capacité économique et financière.....	6
2.1.4 – En cas de sous-traitance	6
2.2 Contenu du dossier de consultation – Phase « Candidature »	6
2.3- Modification du contenu du dossier de consultation – phase « candidature »	7
2.4 - Présentation des candidatures.....	7
2.5 - Pièces de la candidature.....	7
4.2 Remise des plis de candidature	9
4.3 Analyse des candidatures :.....	9
 Article 5 – Établissement de la liste des candidats admis à remettre une offre – Interdictions de soumissionner.....	 10
 Article 6 : Présentation de la phase « offre » (PROVISoire)	 11
 Article 7 : Phase de négociation.....	 15
 Article 8 : Versement d'une prime aux soumissionnaires.....	 16
 Article 9 : Constitution d'un comité de sélection	 16
 Article 10 : Modalités de transmission électronique des plis (phase candidature – phase offre).....	 16
 Article 11 : Renseignements complémentaires.....	 17
 Article 12 : Déclaration sans suite	 17
 Article 13 : Visite de site	 18

Article 1 : Objet, étendue et conditions de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

Le présent accord-cadre mono-attributaire, exécuté par le biais de la conclusion de marchés subséquents, porte sur des missions de Maîtrise d'œuvre relatives à la réalisation du projet de réutilisation de l'ancienne chaufferie du campus Lyon Tech_la Doua à Villeurbanne.

Maître d'ouvrage : COMUE Lyon Saint-Etienne

Lieu(x) d'exécution du marché : Les prestations seront exécutées dans les locaux du titulaire et sur site de l'ancienne chaufferie du campus de la Doua, 10 avenue Albert Einstein 69100 Villeurbanne. Une partie des réunions prévues dans le cadre de la présente se tiendront dans les locaux du Maître d'Ouvrage, 92 rue Pasteur à Lyon.

Le périmètre des missions pouvant être confiées au titulaire de l'accord-cadre, par le biais de la passation de marchés subséquents, est précisé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun aux marchés subséquents de l'accord-cadre.

La présente procédure fait suite à une procédure antérieure, déclarée sans suite pour motif d'intérêt général, conformément aux dispositions des articles R2185-1 et R.2185-2 du Code de la Commande Publique. Les raisons de cette déclaration sans suite portaient sur un remaniement du besoin à l'origine du projet de réhabilitation de la Chaufferie, dans les conditions techniques initialement prévues par les pièces contractuelles portées au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) de la procédure n°A2025.001 ; s'accompagnant de fortes incertitudes sur les financements du projet au regard du remaniement du besoin susmentionné.

1.2 - Etendue de la consultation

Le présent accord-cadre est conclu selon une procédure avec négociation conformément aux articles L. 2124-3, R.2124-3-3° et -4°, R.2142-15 à R.2142-18, et R.2161-12 à R.2161-17 du code de la commande publique.

1.3 Forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est mono-attributaire, et est exécuté par le biais de la conclusion de marchés subséquents, au sens des articles L. 2125-1-1°, R.2162-2 et suivants du Code de la Commande Publique.

Ce contrat donne lieu à la conclusion de marchés subséquents dans les conditions fixées aux articles R.2162-7 à R.2162-9 du code de la commande publique.

Les marchés subséquents préciseront les caractéristiques et les modalités d'exécution administratives et techniques des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre (notamment dans le CCTP de l'accord-cadre et le CCAP de l'accord-cadre). Ils seront attribués dans les conditions et modalités définies à l'Article I.5 du CCAP de l'accord-cadre commun à tous les marchés subséquents.

Cet accord-cadre est passé sans minimum en quantité ou en valeur, mais avec un maximum en valeur de 3 000 000 € HT sur toute la durée de l'accord-cadre, reconductions comprises, conformément aux dispositions de l'article R.2162-4-2° du code de la commande publique. Ce montant ne devra pas être considéré comme un budget alloué aux missions de l'accord-cadre, mais bien comme un montant maximum au sens des dispositions du Code de la Commande Publique précitées.

Il n'est pas prévu de décomposition en lots ou en tranches pour le présent accord-cadre. Aucune Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE) n'est prévue.

Cependant, les marchés subséquents émis dans le périmètre de cet accord-cadre pourront comporter des tranches et/ou PSE. Les modalités relatives à ces dernières seront explicitées dans les pièces propres aux marchés subséquents.

1.4 Durée de l'accord-cadre – Délais d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de sa date de notification, qui constitue le point de départ de son délai d'exécution. Il peut être reconduit tacitement par périodes successives de 12 mois jusqu'à 7 fois. Par conséquent, sa durée maximale ne pourra excéder 8 ans.

Le pouvoir adjudicateur, s'il souhaite ne pas reconduire l'accord-cadre, doit se prononcer par écrit à minima 1 mois avant la date de fin de chaque échéance annuelle ; la reconduction de l'accord-cadre est considérée comme acceptée si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire l'accord-cadre, le titulaire ne pourra pas le refuser. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Cette durée exceptionnelle est justifiée par l'objet de l'accord-cadre : L'accord-cadre a pour objet une action s'apparentant à une opération de réhabilitation et restructuration complexe du fait de la réutilisation d'un ancien bâtiment industriel. Ce projet nécessite ainsi la continuité de la mission de maîtrise d'œuvre assurant ainsi une cohérence globale architecturale, une maîtrise budgétaire de bout en bout et une maîtrise du planning. La conclusion de marchés subséquents sur le fondement du présent accord-cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de celui-ci.

Les délais d'exécution des prestations objet des marchés subséquents sont mentionnées au Chapitre III du CCAP de l'accord-cadre et seront précisés dans les documents contractuels particuliers des marchés subséquents.

1.5 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée dans le cadre de la présente consultation relative à l'accord-cadre.

1.6 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

1.7 Déroulement de la procédure

La procédure négociée avec publicité et mise en concurrence préalables est une procédure restreinte se déroulant en trois phases :

- Une phase de sélection des candidatures, dite « phase candidature » : la présente procédure négociée est une procédure restreinte. En conséquence, un avis d'appel public à candidature est émis et une sélection des candidatures reçues sera organisée sur la base des critères de jugement des candidatures exprimés dans le présent Règlement de la Consultation – phase candidature. Seuls des candidats sélectionnés à l'issue de cette « phase candidature » seront invités à participer à la « phase offre » et pourront présenter une offre. Les autres candidats seront éliminés. Pour la présente consultation, le pouvoir adjudicateur sélectionnera les **meilleures candidatures (3 maximum)** à l'issue de la première phase. Dans le cas où les participants seraient moins nombreux, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de poursuivre la procédure en sélectionnant la ou les candidatures présentées respectant les conditions requises.
- Une phase de réception des offres, dite « phase offre » : le pouvoir adjudicateur invitera les candidats sélectionnés à présenter une offre dans le délai fixé par l'invitation à soumissionner.
- Une phase de négociation, qui n'est pas obligatoire, mais que le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mettre en place dans le cadre de la présente consultation par le biais d'une invitation à négocier. Le cas échéant, les candidats seront invités à remettre une offre finale après négociation.

1.8 Mise à jour des documents de la consultation

Un second règlement de consultation intitulé « Règlement de la Consultation – phase offre » sera remis, avec le DCE « phase offre », aux candidats admis à présenter une offre à l'issue de la phase candidature.

Article 2 : Présentation de la « phase candidature »

2.1 Conditions de participation des candidats

2.1.1 Forme juridique

Le candidat pourra se présenter seul ou en groupement.

En cas de candidature en groupement d'opérateurs économiques, aucune forme juridique déterminée n'est imposée au groupement par le pouvoir adjudicateur au stade du dépôt de la candidature et de l'offre, conformément aux dispositions de l'article R.2142-22 du code de la commande publique

Toutefois, au stade de l'attribution et conformément aux dispositions de l'article R.2142-24 du code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

La personne publique souhaite ainsi se prémunir contre les risques d'une défaillance éventuelle de l'un des membres du groupement sur toute la durée du marché.

En application des dispositions de l'article R.2142-21 du code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de mandataire de plusieurs groupements ;

Conformément à l'article R2142-23 du code de la commande publique, les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Un même opérateur économique ne pourra pas être membre de plus de cinq groupements au titre des compétences suivantes :

- **Bureau d'étude technique CVC ;**
- **Bureau d'étude électricité ;**
- **Economiste de la construction.**

2.1.2 Compétences attendues des candidats

Eu égard à l'objet du marché, les candidats devront disposer de l'ensemble des compétences spécifiques suivantes :

1. Architecture ;
2. Architecture Patrimoine (XXème siècle) ;
3. Economie de la construction (bâtiment, réhabilitations lourdes et espaces publics) ;
4. Paysagisme ;
5. Bureau d'études techniques bâtiment réseaux humides et sec / CVC ;

6. Bureau d'études techniques bâtiment électricité ;
7. Bureau d'études techniques spécialisé : structure réhabilitation/sismique,
8. Coordination SSI ;
9. Acoustique ;
10. Sûreté, sécurité (ESSP) ;
11. Bureau d'études technique énergie / environnement ;
12. Bureau d'études VRD ;
13. Signalétique ;
14. Concepteur lumière, éclairagiste ;
15. Réemploi.

2.1.3 – Capacité économique et financière

Le chiffre d'affaires global total du candidat, calculé sur la base des chiffres d'affaires présentés par le candidat seul ou l'ensemble des chiffres d'affaires présentés par les membres du groupement candidat, sur la moyenne des 3 derniers exercices, **devra être d'au moins 1 millions d'euros HT.**

2.1.4 – En cas de sous-traitance

Conformément à l'article L.2193-4 du Code de la commande publique, le titulaire d'un marché public peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de la personne publique contractante, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

La présentation de chaque sous-traitant, la demande de leur acceptation et de leur agrément de leur condition de paiement, doivent respecter les dispositions des articles R.2193-1 du Code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.

NB : Le modèle de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) dans sa dernière version devra être utilisé et respecté par les candidats du marché public.

La déclaration de sous-traitance devra être signée par le candidat et le sous-traitant.

2.2 Contenu du dossier de consultation – Phase « Candidature »

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (R.C.) – phase candidature ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.), commun aux marchés subséquents de l'accord-cadre ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P), commun aux marchés subséquents de l'accord-cadre et ses annexes ;
- Un cadre de candidature (ANNEXE 1 RC) ;
- Un cadre relatif spécifiquement aux références professionnelles de la compétence architecture (ANNEXE 2 RC) ;
- Un modèle de déclaration sur l'honneur relatif à l'exécution des références professionnelles (ANNEXE 3 RC) ;
- Un formulaire DC1 (ANNEXE 4 RC) ;

- Un modèle de déclaration sur l'honneur relatif à l'absence d'interdiction de soumissionner (ANNEXE 5 RC) ;
- Une attestation de délégation de pouvoir au mandataire (ANNEXE 6 RC) ;
- Un modèle d'attestation travailleurs étrangers et une attestation (ANNEXE 7 RC) ;
- Un formulaire DC4 (ANNEXE 8 RC).

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Aucune demande d'envoi du dossier papier ou sur support physique électronique ne sera acceptée.

Les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) utiles pour la constitution des offres seront communiquée aux candidats retenus à participer à la phase de dialogue compétitif.

2.3- Modification du contenu du dossier de consultation – phase « candidature »

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats **au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des candidatures**. La computation de ce délai part de la date d'envoi des documents aux entreprises par le pouvoir Adjudicateur. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.4 - Présentation des candidatures

Les candidats doivent respecter, pour la conformité de leurs dossiers, les articles R. 2142-1 et suivants et R.2143-1 et suivants du code de la commande publique.

Les candidatures des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les candidatures des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis avec l'offre.

Tout pli arrivé postérieurement à la date et à l'heure limites de remise des offres sera déclaré irrecevable et par conséquent éliminé de la procédure sans pouvoir être analysé.

2.5 - Pièces de la candidature

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- a. **Lettre de candidature** permettant d'identifier le candidat, le mandataire, chaque membre du groupement, la nature du groupement et les compétences de chacun de ses membres (le candidat peut utiliser l'imprimé DC1 en ANNEXE 4 RC, ou le DUME),
- b. **une déclaration sur l'honneur** datée et signée attestant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique (modèle de déclaration sur l'honneur fourni en ANNEXE 5 RC dans le DCE, ou case à cocher dans la rubrique F1 du formulaire DC1 (qui devra dans ce cas être daté et signé par le candidat), ou équivalent à jour de la réglementation) ;
- c. **une copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;**
- d. **pour les membres d'un groupement candidat au marché, une attestation de délégation de pouvoir au**

représentant légal (ou habilité) de l'entreprise désignée comme mandataire du groupement, pour accomplir tous les actes, signer et remettre tous les documents nécessaires à la passation et l'exécution du marché, au nom et pour le compte du cotraitant concerné, dûment signée par le représentant légal (ou dûment habilité) de l'entreprise mandante (cf. modèle de délégation de pouvoir au mandataire fourni en ANNEXE 6 RC dans le DCE) ;

e. le cas échéant, la ou les déclarations de sous-traitance des sous-traitants amenés à intervenir pour l'exécution des prestations (formulaire DC4 fourni en ANNEXE 8 RC dans le DCE) ;

f. Renseignements et/ou documents permettant d'apprécier les capacités techniques :

1. Note de présentation synthétique de l'équipe complétée par le mandataire et identifiant pour chacun des membres du groupement les compétences qu'il assumerait si le groupement était retenu. Cette note doit comporter les informations justifiant de la pertinence de la composition de l'entité candidate au moyen des éléments suivants : Une présentation générale de la composition de l'entité candidate et de l'organisation projetée au regard des enjeux particuliers de ce projet (5 pages A4 recto verso maximum, soit 10 feuilles maximum, police Arial 10) ;
2. déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les 3 dernières années (à indiquer dans l'onglet 1 de l'ANNEXE 1 « cadre de candidature » fourni dans le DCE) ;
3. indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise responsables de prestations de même nature que celles du marché ;
4. indication des noms et des qualifications professionnelles pertinentes des personnes physiques qui seront chargées de l'exécution du marché, conformément à l'article R. 2142-13 du code de la commande publique ;
5. les certificats de qualification dans le domaine de la performance énergétique (qualifications OPQIBI) : , et autres spécialités susceptibles d'être mises à profit pour le marché, étant précisé que le pouvoir adjudicateur accepte tout moyen de preuve et notamment les certificats provenant d'organismes établis dans d'autres Etats membres ;
6. description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché.

g. Renseignements et/ou documents permettant d'apprécier l'aptitude à exercer une activité professionnelle et les capacités professionnelles :

1. numéro d'inscription à l'ordre français des architectes ou document équivalent pour les candidats établis à l'étranger ;
2. diplôme d'architecture du patrimoine (DSA en architecture du patrimoine) ;
3. liste des principales prestations de service similaires à l'objet de l'accord-cadre, notamment en réhabilitations lourdes et transitoires d'anciens bâtiments industriels (références antérieures significatives au regard de **la compétence portée par le candidat ou le co-traitant, hors compétence architecture**), indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé (à indiquer dans l'onglet 2 de l'ANNEXE 1 « cadre de candidature » au RC, fourni dans le DCE). **Pour chaque compétence présentée, un maximum 3 références de moins de 3 ans définie à l'article 2.1.2 du présent RC seront présentées** (à titre d'exemple, si un co-traitant porte deux compétences dans le cadre d'un groupement candidat, il pourra présenter 6 références, 3 maximum par compétences présentées). Afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, l'acheteur prendra en compte les références pertinentes datant de plus de 3 ans (dans la limite des 10 dernières années). **Les prestations sont prouvées par des attestations des bénéficiaires ou, à défaut, par une déclaration de l'entreprise candidate (cf. ANNEXE 3 au RC).**
4. liste des principales mission de maîtrise d'œuvre, ainsi que leur présentation visuelle et/ou graphique : 4 en réhabilitations lourdes et transitoires de bâtiments industriels, 1 en travaux neuf et 2 en architecture du patrimoine du XXème siècle, s'agissant des **compétences architecture et architecture du patrimoine du XXème** ; indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé, une présentation décrivant la référence et en quoi cette référence est pertinente dans le cadre du contexte de cette consultation (à indiquer dans

l'ANNEXE 2 au RC : « Cadre de références compétence architecture » et dans l'ANNEXE 1 onglet 2, fournies dans le DCE). Un **maximum de 7 références de moins de 3 ans est attendu**. Afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, l'acheteur prendra en compte les références pertinentes datant de plus de 3 ans (dans la limite des 10 dernières années). **Les prestations sont prouvées par des attestations des bénéficiaires ou, à défaut, par une déclaration de l'entreprise candidate (cf. ANNEXE 3 au RC).**

h. Renseignements permettant d'apprécier la capacité économique et financière :

1. déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché portant sur les 3 derniers exercices disponibles (à indiquer dans l'onglet 1 de l'ANNEXE 1 « cadre de candidature » fourni dans le DCE) **Le chiffre d'affaires global total du groupement, calculé sur la base des chiffres d'affaires présentés par les membres du groupement sur la moyenne des 3 derniers exercices, devra être d'au moins 1 millions d'euros HT.**

En cas de candidature présentée en groupement d'opérateurs économiques ou en cas de sous-traitant déclaré, les documents énumérés ci-dessus, sont à remettre par chaque membre du groupement ou sous-traitant, exceptés :

- La déclaration de candidature mentionnée au a) ci-dessus, qui est commune à l'ensemble des membres du groupement, le cas échéant ;
- Les points g.1., g.2. et g.4. ci-dessus, qui doivent être fournis uniquement par les candidats, membres de groupement ou sous-traitant présentant les compétences architecture et architecture du Patrimoine.

Le candidat doit clairement identifier, dans son dossier de candidature, les compétences de chacun des membres du groupement.

Les entreprises de création récente peuvent justifier leurs capacités par tout autre moyen approprié.

Le candidat peut déposer sa candidature avec un DUME, y compris un DUME électronique mais il ne peut pas se limiter à indiquer qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises, il doit fournir tous les justificatifs exigés pour la présentation des candidatures. Le DUME doit être rédigé en français. Il peut également utiliser l'imprimé DC2 qu'il peut télécharger à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, en complément du DC1.

Pour justifier ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, peut demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature des liens existant entre ces opérateurs et lui.

Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché notamment par un engagement émanant de cet opérateur confirmant qu'il mettra ses capacités à disposition du candidat pour l'exécution du marché public.

4.2 Remise des plis de candidature

Les candidats doivent transmettre leur pli sur la plateforme de dématérialisation : <https://www.marches-publics.gouv.fr>; ils peuvent également procéder à l'envoi d'une copie de sauvegarde, soit sur support papier, soit sur support physique électronique, soit par voie dématérialisée (cf article 10 du présent Règlement de la Consultation).

Il n'est pas exigé que les pièces de la candidature soient signées.

4.3 Analyse des candidatures :

Au vu des éléments produits au titre de la candidature et le cas échéant après que le pouvoir adjudicateur ait décidé de recourir aux dispositions de l'article R. 2144-2 du code de la commande publique, les candidats qui ne produisent pas les pièces exigées par l'article 2.5 ci-dessus seront éliminés. Il en serait de même pour un candidat ne présentant pas les conditions de participation fixées à l'article 2.1 du présent Règlement de la Consultation. Dans le cas où une entreprise portant les compétences fixées à l'article 2.1.1 (Bureau d'étude CVC, Bureau d'étude électricité, économiste de la construction) ferait partie de plus de cinq groupements candidats, l'ensemble des groupements dont est membre l'entreprise concernée seront éliminés, leurs candidatures déclarées irrecevables.

Les candidatures sont, ensuite, classées en application des critères de sélection pondérés comme suit :

CRITÈRES DE SÉLECTION DES CANDIDATURES	Pondération
1- capacités techniques appréciées au regard de : - la composition de l'équipe et l'organisation proposée au regard des enjeux globaux du projet ; - les qualifications et certifications des membres du groupement ; - les moyens humains et matériels du candidat ou du groupement candidat.	50%
2- capacités professionnelles et aptitude à exercer l'activité professionnelle appréciées au regard des références antérieures significatives telles que listées au g de l'article 2.5 ci-dessus.	50%

À l'issue de la phase de sélection des candidats, une Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) « phase offre » sera adressée à tous les candidats admis à soumissionner lors de la seconde phase de la procédure. Une lettre informant du rejet de leur candidature sera adressée aux autres candidats.

Article 5 – Établissement de la liste des candidats admis à remettre une offre – Interdictions de soumissionner

Conformément aux articles L2141-1 à L2141-14 et R2142-3 à R2143-16 du code de la commande publique, l'envoi de l'invitation à soumissionner (lettre de consultation) est précédé de la production par chaque candidat admis des documents suivants :

- a) une « **attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales** » (dite « **attestation de vigilance** ») datant de moins de 6 mois, fournie par l'URSSAF ou un autre organisme de Sécurité sociale chargé du recouvrement, ou un document d'effet équivalent pour les candidats non établis en France ;
- b) une « **attestation de régularité fiscale** » délivrée par l'administration fiscale justifiant que l'entreprise est en règle au regard de ses obligations déclaratives et de paiement des impôts (IR, IS, TVA), datant de moins de 3 mois, ou un document d'effet équivalent pour les candidats non établis en France ;
- c) un extrait du registre professionnel pertinent, tel qu'un **extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 datant de moins de 3 mois**, ou document équivalent, notamment pour les candidats non établis en France ;
- d) une **attestation d'assurance pour risques professionnels ET une attestation responsabilité décennale** en cours de validité (avec indication de la nature, de la durée et des montants des garanties) ;
- e) un **RIB** ;
- f) pour les membres d'un groupement candidat au marché, **une attestation de délégation de pouvoir au représentant légal (ou habilité) de l'entreprise désignée comme mandataire du groupement, pour accomplir tous les actes, signer et remettre tous les documents nécessaires à la passation et l'exécution du marché, au nom et pour le compte du co-traitant concerné, dûment signée par le**

représentant légal (ou dûment habilité) de l'entreprise mandante (cf. modèle de délégation de pouvoir au mandataire fourni dans le DCE) ;

- g) le cas échéant, la ou les **déclarations de sous-traitance des sous-traitants amenés à intervenir** pour l'exécution des prestations (DC4 - fourni dans le DCE) ;
- h) si le candidat est en **redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet** ou document équivalent pour les candidats non établis en France.

La production de ces documents permet au pouvoir adjudicateur de vérifier auprès des candidats qu'il envisage de sélectionner qu'ils ne tombent pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner à un marché en application des dispositions des articles L. 2141-1 et suivants du code de la commande publique. Pour ce faire, le pouvoir adjudicateur adresse un courrier à chaque candidat admis afin qu'il fournisse dans le délai imparti par ce courrier, les documents ci-dessus.

Dans le cas où le candidat a présenté des sous-traitants, il remet les mêmes pièces pour chacun de ses sous-traitants. En cas de groupement, le mandataire remet toutes les pièces mentionnées ci-dessus pour chaque membre du groupement, et leurs éventuels sous-traitants. Les documents rédigés en langue étrangère sont accompagnés d'une traduction en français.

Conformément à l'article R2144-7 du Code de la Commande Publique, si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'exclusion, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par le pouvoir adjudicateur, produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents, ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé. Il en est de même lorsqu'il n'est pas en mesure - dans le délai prescrit - de procéder au remplacement du cotraitant ou du sous-traitant touché par une interdiction de soumissionner conformément aux dispositions de l'article L. 2141- 13 du code de la commande publique ou dans le cas où il se révélerait défaillant avant invitation des candidats à remettre leur offre ou après cette date en cas d'erreur matérielle, de fraude ou de dol.

Article 6 : Présentation de la phase « offre » (PROVISoire)

Une invitation à remettre une offre initiale est adressée simultanément aux candidats sélectionnés. Cette invitation fixe, notamment, le délai de réception des offres (au minimum de 30 jours calendaires) et est accompagnée, le cas échéant, de documents complémentaires nécessaires à l'établissement de leur offre par les candidats

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail à l'invitation à soumissionner envoyée aux candidats sélectionnés. Ces modifications devront être reçues par les soumissionnaires **au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres initiales**. Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les soumissionnaires, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 Pièces de l'offre :

Les candidats admis à participer à la phase dialogue recevront le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) contenant le Règlement de Consultation phase « offre ». Ce dernier détaillera les éléments exigés au titre de l'offre ainsi que les modalités de remise de cette dernière, accompagné des documents que le pouvoir adjudicateur jugera nécessaire pour remettre leur offre.

Le Règlement de la Consultation phase « offre » fera mention de la date limite de réception de l'offre initiale

(avant initiation d'une phase de négociation éventuelle) fixée par le pouvoir adjudicateur.

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, toutes les communications et tous les échanges d'informations (y compris la transmission des plis) seront effectués par le biais du profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

A toutes fins utiles, les candidats sont informés qu'il sera attendus en phase « offre » la remise d'une offre initiale comprenant :

➤ Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (A.E.) de l'accord-cadre, dûment complété conformément à la trame fournie ;
- Le cas échéant, la ou les déclarations de sous-traitance des sous-traitants amenés à intervenir pour l'exécution des prestations,
- Le Bordereau des prix « plafond » de l'accord-cadre dûment complété,
- Les simulations de commande de l'accord-cadre dûment complété.

➤ Un Dossier Technique :

Le dossier technique devra comprendre :

A. 1 – Une note d'intention architecturale et environnementale

Cette note présentera la manière dont le soumissionnaire envisage la réutilisation du bâtiment en fonction du programme cadre du projet et de la première simulation de commande

Il ne s'agit pas à ce stade ni de définir le projet architectural définitif, ni de valider un concept programmatique, mais d'évaluer les compétences, d'appréhender les aspirations architecturales du soumissionnaire sur un projet de ce type et d'établir une première validation de l'enveloppe budgétaire.

Cette note de **30 pages maximum (hors annexes A.2)**, au format A4, pourra être illustrée par des schémas de principes ou des croquis éclairant le propos. Cette note comprendra au minimum :

- L'approche générale architecturale du soumissionnaire, justifiant le parti proposé, les solutions architecturales et fonctionnelles envisagées, la gestion de l'espace, des flux potentiels et des principales dispositions environnementales.
- L'approche patrimoniale du soumissionnaire vis-à-vis du réemploi du bâti Perrin-Fayolle de la chaufferie
- Les premières propositions et méthodes du soumissionnaires relatives à la spécificité d'un projet en plusieurs phases programmatiques dans une enveloppe à rénover dans son entièreté.
- Un projet architectural répondant à la première simulation de commande et au programme cadre (en particulier la fermeture de l'enveloppe pour un usage provisoire) comprenant :
 - Une présentation des principes techniques envisagés : mode constructif, ébauche de solutions énergétiques (court termes et moyen termes), principes d'aménagements extérieurs.
 - Un schéma de principe d'organisation des espaces de la simulation de commande N°1.
 - Un schéma de principe présentant l'évolutivité technique du bâtiment et les mesures compensatoires à prévoir dans le cadre du projet.
- Un chiffrage niveau esquisse de la proposition de la simulation de commande N°1
- Une note environnementale. Cette note devra reprendre les différents points de la charte de qualité environnementale de la ComUE en explicitant les moyens mis en place pour répondre aux différents enjeux du projet, en particulier :

- Enjeu coûts de d'exploitation ;
- Enjeu bioclimatique (confort hiver et été) ;
- Enjeu de gestion des eaux ;
- Enjeu de biodiversité ;
- Enjeu de réemploi ;
- Enjeu carbone ;
- Enjeu matériaux.

A. 2 - Des pièces graphiques au format A3 illustrant en annexe la note A.1

- Trois vues 3D (perspectives simplifiées, collage, etc.) mettant en lumière :
 - Le point de vue patrimoniale du soumissionnaire
 - Le parti pris architectural du projet non chauffés (enveloppe transitoire)
 - Le parti pris architectural du projet chauffé sur une partie du bâtiment (enveloppe partielle définitive)
- Un plan de RDC au 1/200^{ème}, inscrits dans son environnement urbain ;
- Deux coupes du bâtiment et/ou au minimum des coupes de principes permettant de comprendre la proposition de l'équipe ;
- Schémas et/ou axonométries permettant d'appréhender la réponse programmatique du soumissionnaire (entrée, flux, création des niveaux, phasage, intégration urbaine, etc.) ;
- Ces documents graphiques seront contextualisés et explicités soit sur le document lui-même, soit dans la note A.

B. Une note relative à l'organisation et à la méthodologie de travail de l'équipe candidate affectée à la mission.

Cette note exposera, pour les missions de maîtrise d'œuvre, de faisabilité et d'assistance à la concertation :

- L'organisation d'ensemble du groupement d'opérateurs,
- Les rôles respectifs de chaque membre de l'équipe candidate, la répartition des tâches et des compétences de chacun et son apport au regard des missions proposées,
- Les profils et identité des différents intervenants dans le projet au sein du groupement et leurs rôles respectifs,
- L'identité ainsi que les références des prestataires auxquels l'équipe envisage de sous-traiter, qu'il s'agisse de sous-traitants désignés ou envisagés,
- Présentation et définition de la méthodologie d'intervention
- Pour la partie maîtrise d'œuvre, l'équipe candidate explicitera la manière dont son organisation permettra de faire de la co-conception avec les futurs utilisateurs.

Cette note permettra au pouvoir adjudicateur d'apprécier la pertinence de l'organisation du soumissionnaire sur chacune des missions entrant dans le champ de l'accord-cadre.

Cette note de **15 pages maximum** (hors annexes), au format A4, comprendra en annexes les curriculums vitae synthétiques des intervenants dans le projet. Elle pourra comprendre des schémas ou organigrammes.

Ces 2 notes seront claires, précises et synthétiques. Elles seront résumées dans un document de présentation (type diaporama), de 25 diapo maximum.

Les autres documents du dossier de consultation qui sont à accepter sans modification ne sont pas à rendre avec l'offre.

Le dossier sera transmis au moyen d'un seul pli contenant l'ensemble des pièces de l'offre.

Analyse des offres :

Pourra être déclarée irrégulière une offre qui, tout en apportant une réponse au besoin du pouvoir adjudicateur, est incomplète ou ne respecte pas la législation applicable conformément aux articles L2152-2 R2152-1 et R2152-2 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur pourra demander aux candidats des précisions sur le contenu de leurs offres. Ces derniers sont informés qu'en cas de non-réponse à une demande de précisions, dans les délais et conditions établie dans le courrier signifiant la demande, l'offre du candidat sera regardée comme irrégulière, et ne sera pas analysée ni classée.

Le jugement des offres reçues sera effectué dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique, selon les critères indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

CRITÈRES ET SOUS-CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES	Pondération
Critère n°1 - PRIX :	35%
Le prix de l'accord-cadre	35 points
A. Comparaison des prix-plafonds	20 points
B. Comparaison de la simulation	15 points
Critère n°2 – VALEUR TECHNIQUE	65 %
Valeur technique offre globale pour l'accord-cadre , appréciée sur la base du contenu des deux notes remises par les soumissionnaires :	
- Intention architecturale et environnementale (note A et ses annexes)	40 points
- Organisation et méthodologie (note B)	25 points

Précision concernant le critère n°1 «PRIX» noté sur 35 points :

Pour le critère prix, la notation se fait par une comparaison avec l'offre moins disante après élimination des offres anormalement basses, inappropriées, irrégulières et inacceptables.

La note prix sera donnée selon le dispositif suivant :

$$\text{Note du candidat} = \text{note maximum} * (\text{offre la plus basse} / \text{offre du candidat})$$

Tous les prix sont analysés en euros Hors Taxes.

La note prix de l'accord-cadre sera décomposée selon les sous-critères suivants :

- **Pour 20 points**, sur la base des notes des 6 prix moyens indiqués dans le document des prix plafonds avec la pondération suivante :

MS MOE - Taux mission de base pondérés	P1	13 points
MS MOE – Taux mission EXE2	P2	1 point
MS MOE – Taux mission signalétique et mobilier	P3	1 point
MS MOE – Montant mission éclairagiste bâtiment public	P4	1 point
MS MOE – Montant mission d'ESSP	P5	1 point

MS Faisabilité – Coût m²SUN d'élément programmatique complémentaire

P6

3 points

20 points

Le calcul des taux P1 et P2 sont pondérés de la manière suivante :

- Taux de rémunération niveau de complexité 1 (MOE bâti) - Pondération : 1
- Taux de rémunération niveau de complexité 2 (MOE bâti) - Pondération : 2

$P1 \text{ ou } P2 = \text{moyenne (taux de complexité 1)} * 1 + \text{moyenne (taux de complexité 2)} * 3 + \text{moyenne (taux de complexité 3)} * 1$

Le calcul du taux P3 se fait à partir de la moyenne des taux de rémunération de la mission mobilier plus la moyenne des taux de rémunération de la mission signalétique.

Le calcul du coût P6 est pondéré de la manière suivante :

- Taux de rémunération niveau de complexité 1 - Pondération : 1
- Taux de rémunération niveau de complexité 2 - Pondération : 2
- **Pour 15 points**, sur la base du prix des simulations de commande répartis comme suit :
 - Prix de la simulation de commande N°1 (relative à la note de commande) : 10 points
 - Prix de la simulation de commande N°2 (relative à la concertation et communication): 5 points

Au final, en cas d'égalité de note, il sera pris en compte l'offre qui aura la meilleure note sur le critère valeur technique, puis en cas de nouvelle égalité, l'offre la moins disante sera retenue.

Précision concernant le critère n°2 « VALEUR TECHNIQUE » noté sur 60 points :

Pour le second critère, la note sera sur 60. Le pouvoir adjudicateur analysera les notes méthodologiques : les notes A et B et les annexes de la note A seront notées sur **40 points** (note A et annexes) et **25 points** (note B).

En cas d'égalité de note, il sera pris en compte l'offre qui aura la meilleure note sur les critères de poids les plus élevés, puis en cas de nouvelle égalité, l'offre la moins disante sera retenue.

Article 7 : Phase de négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mener une phase de négociation avec les soumissionnaires ayant présenté une offre initiale, qui recevront à cette fin une invitation à négocier du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté d'admettre à la négociation les offres irrégulières et inacceptables. Les offres inappropriées ne sont pas admises à la négociation.

La phase de négociation, menée individuellement avec chacun des soumissionnaires sur la base de leur offre, sera opérée dans des conditions garantissant la plus stricte égalité de traitement.

Cette négociation pourra prendre la forme d'écrits adressés à chaque soumissionnaire ou d'une ou plusieurs auditions, en présentiel ou en distanciel, de chaque soumissionnaire.

Par ailleurs, des demandes de précisions pourront être formulées sur les offres par le pouvoir adjudicateur, auxquelles les soumissionnaires devront répondre dans le délai imparti.

Le cas échéant, les offres irrégulières ou inacceptables pourront être régularisées au cours ou à l'issue de la phase de négociation, à la demande du pouvoir adjudicateur.

À l'issue de la négociation, les soumissionnaires pourront remettre une nouvelle offre ou confirmer leur offre initiale complétée des négociations. Ces offres seront analysées et classées selon les critères et leur pondération définis à l'avis d'appel public à la concurrence et selon la méthode exposée ci-dessus.

NOTA 1 : en l'absence d'éléments répondant aux questions sur lesquelles le pouvoir adjudicateur souhaite avoir

des précisions pour comprendre et juger l'offre d'un soumissionnaire, l'offre sera déclarée irrégulière.

NOTA 2 : la décision éventuelle du pouvoir adjudicateur de ne pas mener une phase de négociation avec les soumissionnaires n'exclue pas la possibilité pour lui de demander des précisions sur les offres des soumissionnaires ou d'en solliciter la régularisation afin de pouvoir les analyser.

Article 8 : Versement d'une prime aux soumissionnaires

Conformément à l'article R2151-15 du code de la commande publique, les soumissionnaires recevront une indemnité de 13 000 EUR TTC. Cette indemnité couvre la réalisation des éléments de rendu de l'offre décrits dans le présent Règlement de la Consultation.

Cette prime pourra être diminuée en partie ou non versée à un soumissionnaire, sur décision du pouvoir adjudicateur, dans le cas où son offre serait jugée insuffisante ou irrecevable en raison notamment de sa non-conformité au Règlement de la Consultation.

La prime sera versée dans un délai de 30 jours, après notification de la décision de désignation du titulaire de l'accord-cadre, sur présentation d'une facture et d'un RIB émis par les soumissionnaires.

Le montant de la prime sera déduit de la rémunération du titulaire de l'accord-cadre.

Article 9 : Constitution d'un comité de sélection

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de réunir un comité de sélection aux différents stades de la présente procédure de consultation (phase candidature, phase offre et phase négociation) afin d'analyser et sélectionner les candidatures et les offres.

Ce comité de sélection sera composé entre autres de représentants des établissements du site, choisis pour leurs compétences techniques et/ou administratives en fonction des besoins en expertise propres à chaque phase de la consultation.

Article 10 : Modalités de transmission électronique des plis (phase candidature – phase offre)

Les candidatures et les offres seront transmises par voie électronique sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur (plateforme PLACE) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Attention : Lorsqu'un candidat ou soumissionnaire enregistre plusieurs envois, seul le dernier dossier déposé sur la plateforme PLACE peut être pris en considération. Ce dernier doit donc comporter l'ensemble des documents demandés au titre de la candidature (article 4 RC) ou de l'offre (article 6 RC) pour que la candidature ou l'offre soit recevable.

Les fichiers déposés dont l'avis de réception de la plateforme PLACE serait délivré après la date et l'heure limites de réception des plis fixées par le règlement de la consultation ou l'invitation à soumissionner ne seront pas pris en compte.

Conformément à l'article R2132-11 du code de la commande publique, le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, soit sur support physique électronique ou support papier sous pli scellé, soit par voie électronique à l'adresse mail suivante : **marches.publics@universite-lyon.fr**

Cet envoi doit comporter obligatoirement les mentions suivantes (apposées au recto de l'enveloppe scellée si envoi d'un support physique électronique ou papier, ou inscrites dans l'objet du courrier électronique si envoi dématérialisé) : les mentions « copie de sauvegarde » et « ne pas ouvrir », l'identification de la procédure concernée (objet et référence du marché), ainsi que le nom du candidat.

Il en est de même lorsque le candidat transmet son pli contenant la copie de sauvegarde sur support physique électronique ou papier, par voie postale. Cette transmission comportera alors les informations suivantes :

Candidature ou Offre [à
préciser] pour :
**Accord-cadre de Maîtrise d'œuvre – Réutilisation de l'ancienne chaufferie de la Doua
(A2026.007)**

COPIE DE SAUVEGARDE

NE PAS OUVRIR

**UNIVERSITÉ DE LYON
MARCHÉS PUBLICS 92
RUE PASTEUR
CS 30122
69361 LYON CEDEX 07**

Virus informatique :

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat ou soumissionnaire concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Signature :

Les soumissionnaires sont informés que l'attribution de l'accord-cadre pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché.

La signature électronique des documents transmis par les candidats doit respecter les conditions fixées par [l'arrêté du 22 mars 2019](#) relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Article 11 : Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de l'étude du dossier de consultation ou, le cas échéant, de l'invitation à soumissionner, les candidats devront faire parvenir une demande écrite, **9 jours au plus tard avant la date limite de remise des candidatures ou des offres** sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Une réponse sera alors adressée à tous les opérateurs économiques ayant téléchargé le dossier de consultation ou invités à soumissionner et identifiés sur le profil précité, **au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres**.

Pendant toute la procédure de passation, et quel que soit le mode de dépôt des candidatures ou des offres, les communications du pouvoir adjudicateur aux candidats (demande de compléments de pièces de candidature, demande de production de pièces administratives, lettre d'invitation à déposer les offres initiales, convocation aux séances de négociation...) sont uniquement envoyées par la plateforme de dématérialisation PLACE. Les communications sont envoyées à l'adresse mail fournie par le candidat sur le profil acheteur.

Les candidats répondent aux demandes du pouvoir adjudicateur par le bouton "répondre au message" de la plateforme de dématérialisation sauf pour le dépôt des candidatures, des offres initiales et finales.

Toute communication (invitation, questions, etc.) effectuée dans le cadre de la présente procédure est réputée faite à l'ensemble des membres d'un groupement candidat dès lors qu'elle est faite au mandataire.

Article 12 : Déclaration sans suite

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de déclarer à tout moment, tout ou partie de la procédure, sans suite pour motif d'intérêt général. Les candidats ou soumissionnaires en seront informés. Cette décision n'ouvre

droit à aucun dédommagement de la part du pouvoir adjudicateur aux candidats ou soumissionnaires ayant retiré ou répondu au dossier de consultation.

Article 13 : Visite de site

Les modalités de participation à la visite de site seront transmises par le biais du Règlement de la Consultation « phase offre » aux candidats admis à présenter une offre à l'issue de la « phase candidature ».